



## L'argent est (toujours) le nerf de la guerre ?

Juste avant le début de la présentation de la première proposition de compromis dans la formation du Conseil TTE, les journalistes ont rencontré les ministres A. Canu (Autriche) et P. Recanatì Aubert (Italie) pour prendre la température de la veille.



© Eva Eustache

**A. Canu**, Ministre de l'Autriche, souligne des tensions vis-à-vis du texte et de la commissaire en formation "transports, télécommunications et énergie". "L'Union européenne ne [souhaite] pas nous aider financièrement pour mettre en œuvre toutes ces mesures [...]". La position de la commission sur **la question financière** des États membres a provoqué des discussions animées et un sentiment d'urgence parmi les ministres : "Au vu de la situation économique de nombreux pays de l'UE, c'est totalement impossible. Donc, pour éviter cette situation de blocage, on a débattu de façon un peu plus anarchique avec beaucoup plus de caucus non modérés, mais qui ont donné lieu à la correction des deux premiers chapitres que nous allons continuer de voter ce matin. Nous continuons cette manière de travailler pour cette journée."

D'après le ministre italien **P. Recanatì Aubert**, "les tensions [ne sont] pas vraiment parmi les États membres du conseil mais plutôt entre le conseil et la commission [...] un entretien a eu lieu entre la commission et le conseil, ce dernier a posé beaucoup de questions, surtout autour du financement des mesures directives. Le Conseil n'a pas eu la réponse qu'il souhaitait - après l'intervention de la commissaire (que le ministre remercie) une unanimité est ressortie de vouloir changer le texte et les moyens de financements."

Le président **G. Rifai** ouvre la première séance de proposition de compromis en s'assurant que l'ordre du jour est adopté à l'unanimité. **Il ne reste plus qu'à voter !**



## Un comportement hongrois inacceptable !

Le début de matinée de la formation du **Conseil JAI** s'est déroulé sous le signe de l'efficacité et du calme, pour changer. Le cadre du compromis réalisé hier a été présenté et les modifications ont pu être discutées une à une. De nombreuses fautes d'orthographe, toutefois, sont venues s'insérer dans le compromis. La Présidente hongroise du Conseil, Madame WETTER, a notamment répondu : **“Nous sommes des ministres et ne sommes pas rattachés à la Commission, nous avons un certain niveau d'éducation”**.

L'après-midi a pris une toute autre tournure suite au **communiqué publié de la part des trois commissaires**. Ils suspendent toutes discussions avec le Conseil jusqu'à nouvel ordre. Cette décision a été prise après le geste (très) déplacé qu'a eu Mme Wetter envers le commissaire Jousseume.

Nous avons tenu à recueillir les réactions du Conseil. **Mme Champion, Ministre de l'Autriche**, nous a fait part de son ressenti. Suite aux échanges de ce matin, la Ministre autrichienne pensait voir des discordes entre les pays frontaliers et les pays qui ne le sont pas. Finalement, la discorde est survenue entre la Commission et le Conseil, précisément sa présidence. Suite à des discussions, il y a eu **des gestes inappropriés de la part de Mme Wetter (le cou a été agrippé)**. Certains ministres appellent fermement la présidence à s'excuser. L'échange violent entre le commissaire et la présidente hongroise a fait suite aux questions que les ministres ont posées au commissaire. Ce dernier n'a pas su répondre clairement, ce qui a “embrouillé” le Conseil. Ils veulent avancer main dans la main avec la Commission, et c'est ce qui devrait être prévu après échange entre la présidence et ses ministres. En parallèle de ce tendu échange Conseil/Commission, **les débats sur le texte avancent avec des compromis et des discussions constructives**.

**M. Parys, Ministre de l'Espagne** nous a aussi donné sa version des faits. Pour lui, il y a une “réelle prise d'otage de l'interprétation du règlement intérieur du Conseil” la Hongrie se garde une interprétation totale du texte sans consultation et avec des dispositions incohérentes. L'Espagne se réjouit tout de même que la formation JAI semble garder les valeurs de l'UE à cœur et est consciente de ce qu'il se passe. Le ministre trouve cela **“interpellant de voir que la présidence hongroise se permet une telle liberté et une telle violence”**, et regrette qu'il n'y ait pas de mécanisme permettant de calmer la présidence hongroise. De plus, l'Espagne forme un trio avec la Belgique et la Hongrie depuis plus d'un an et demi et se sent blessée de la position adoptée par la Hongrie. Elle omet les discussions faites entre les trois États. L'Espagne est bien plus hostile à la négociation avec Mme Wetter. Pour reprendre les discussions avec elle, le ministre espagnol demande qu'elle s'excuse face à la Commission et envers les citoyen.ne.s européen.ne.s dont elle est la gardienne.



## Commission LIBE : chaos, mais malgré tout productif ?

*La séance d'aujourd'hui de la Commission LIBE a été marquée par d'importantes tensions et perturbations. Au lieu de se concentrer sur le vote des amendements importants, la séance a été gravement perturbé par des actes de sabotage et des conflits politiques.*



© Charlotte Groß-Hohnacker

*A. Schaeffer (The Left) : Pas satisfait du travail de la commission ?*

Ce matin, The Left, soutenu par les Verts et certains socialistes ont déposé **une motion de censure** contre le commissaire. Cette motion a toutefois été rejetée par la présidence du Parlement européen. M. A. Schaeffer de The Left s'est montré déçu : « Le Commissaire Jousseau a bien outrepassé ses droits en se faisant passer pour le Conseil et le fait qu'un petit tampon de commission apparaisse sur son amendement n'est pas valable. Deuxièmement, le pire, le fait que nous n'aurions pas respecté le consentement de nos signataires. »

La présidence a dû intervenir bruyamment pour se faire entendre. Plusieurs interruptions ont été nécessaires pour **rétablir l'ordre**, ce qui a entraîné des retards importants.

Même après la pause déjeuner, la sérénité nécessaire n'est pas revenue. Du matériel, comme des chaises ont été déplacés et des autocollants ont été collés partout, ce qui a retardé les débats du début d'après-midi.

### Troubles et sabotage

Pendant la séance, des tentatives ont été faites pour trouver des **compromis** entre les différentes parties. Cependant, les tensions entre le rapporteur (S&D) et les présidents de groupe ont entraîné **plusieurs interruptions**.

“ Je dirais que c'était un crime, un vandalisme à l'encontre de notre parti et de notre parti frère ID.

Députée de la CRE





© Charlotte Groß-Hohnacker

À la fin de la séance, le groupe The Left a été exclu de la salle pendant cinq minutes sur ordre du pôle académique. **Cela aurait-il quelque chose à voir avec le sabotage des partis de droite ?**

## Arrêt du travail du Conseil

Le rapporteur M. Velé s'est montré satisfait malgré les défis : « Environ vingt articles ont déjà été clarifiés. De plus, il y a eu des discussions importantes sur la protection des droits humains. » Il est persuadé que les négociations s'éclairciront et que la préparation pour le Conseil s'améliorera, notamment en ce qui concerne **la suspension des travaux** avec le Conseil par la Commission.

Concernant l'arrêt des travaux du Conseil, Velé a déclaré : « J'ai bon espoir que ça nous donne un petit peu l'opportunité de développer une bonne stratégie, à la fois de négociations, mais à la fois de temporisation avec le Conseil, afin d'obtenir la meilleure protection possible pour l'intégralité des réfugiés et des demandeurs de la protection temporaire ou permanente. » Il a qualifié l'arrêt d'« un élément un petit peu clé » pour sa commission.

La suspension de la coopération du Conseil avec les commissaires a également suscité des doutes au sein de la Commission LIBE. Une proposition d'arrêter complètement les travaux a été rejetée.

La présidente Counerotte s'est montrée optimiste malgré les difficultés, bien que moins convaincue que Velé : « On espère que notre travail ne sera pas vain et que quand on se retrouvera en trilogue, il y aura quand même un débat et une discussion possible avec le conseil et la commission. »

Le thème de la migration est brûlant et suscite de nombreuses agitations. Les députés des **différents groupes politiques** souhaiteraient néanmoins que le sujet soit abordé avec plus de sérieux. **Après tout, des vies humaines sont en jeu !**





## Commission CULT : ID tente de faire la fanfare dans un calme sérieux

Après une première journée à deux visages, où la matinée avait été très agitée mais l'après-midi bien plus reposée, la commission CULT a poursuivi son travail dans une ambiance sérieuse épargnée de turbulences majeures.

Pourtant, il y avait de quoi nourrir un conflit puisque dès le premier amendement, **les compromis arrangés entre le PPE et la bloc de Renew à la Gauche n'ont pas tenu**, les S&D n'ayant pas voté certaines propositions de la droite. L'alliance de Renew à la Gauche a donc piloté les débats, obtenant gain de cause sur de nombreux amendements ; une exception notable près : l'amendement prévoyant une échelle des VEO, **en contradiction majeure avec l'esprit du texte de la commissaire**, est passé par les voix de toute la droite ainsi que quelques député.e.s Renew, aidé.e.s par une abstention étonnante de la rapporteuse.

La **razzia du bloc Renew-La Gauche** est donc légèrement écornée. Un amendement de compromis afin de retirer l'échelle est prévu par S&D.

Un bloc Renew-La Gauche surtout Renew-S&D en réalité puisque **les amendements portés avant tout par les verts et par la Gauche ne sont pas passés**, les député.e.s de ces groupes restent cependant confiant.e.s pour qu'ils soient présents dans des amendements de compromis. Fait marquant de la journée, dans un élan d'obstruction - ou d'ennui - deux chevalets ont été volés (ceux des député.e.s Murat et Laguerre), par l'extrême-droite, interrompant la séance 30 minutes.

La déclaration "**voilà bon chien**" du député Murat (LV) envers le député Pronovost (ID) lorsque ce dernier a été recadré par le président de séance a également causé le départ des député.e.s ID et certain.e.s de la droite. **Une scène qui tenait plus du désir de rire entre député.e.s que d'une vraie altercation.**

Ces mêmes député.e.s ont chanté la Marseillaise en revenant, comme quoi, même des député.e.s tchèques ou encore néerlandais connaissent l'hymne hexagonal, la gauche a quitté l'assemblée en réaction et **le groupe ID (ainsi que le député Murat) a été exclu**. Ce dernier dont le mot d'ordre a surtout été le spectacle avant le fond, ID n'ayant pas réussi à exister dans la commission en dehors d'amendements d'obstructions et d'altercations.



© Eva Eustache



## Derrière les violences éducatives ordinaires, repenser le rapport à l'éducation

Le débat parlementaire en cours s'inscrit dans un contexte qui a vu le sujet **des Violences éducatives Ordinaires** (VEO) s'immiscer récemment dans les recherches sur l'éducation et notre rapport à l'enfance. Les travaux d'**Olivier Maurel**, fondateur de l'observatoire des violences ordinaires (dont une représentante d'intérêt était présente aux débats) et principal initiateur du terme ont véritablement politisé la question des gestes et mots de l'éducation des enfants, notamment dans la sphère familiale.

Néanmoins, le débat parlementaire a soulevé des réactions devenues fréquentes autour de la problématique des VEO : **l'idée de restreindre les VEO serait la porte ouverte vers une enfance sans limites ni règles** - la rhétorique de "l'enfant-roi" - et qu'en cela les VEO, quoique devant être limitées, ne sont pas en elles-mêmes problématiques. Un amendement - voté de ID à (partiellement) Renew aujourd'hui - s'inscrit dans cette logique, puisqu'il établit une échelle des violences interdisant les actes les plus graves, prônant la vigilance sur des actes de gravité "moyenne" (comme les fessées) et tolérant des pratiques telles que la mise à l'écart et la relation de récompense/punition. Pourtant, **la littérature scientifique** démontre que la mise à l'écart de l'enfant, surtout jeune, peut avoir des dégâts sur le développement émotionnel de ce dernier.

Mais le débat doit s'apprécier sur un fond plus large, fréquemment le mot "autorité" a été prononcé, indiquant chez ses défenseurs que certains actes sont nécessaires afin de la garantir. Néanmoins, c'est une impasse que de conditionner la position d'autorité à des actes de violence, "*l'autorité, écrit **Hannah Arendt**, exclut l'usage de moyens extérieurs de coercition ; là où la force est employée, l'autorité proprement dite a échoué.*" **Eirick Prairat**, philosophe de l'éducation, avance par ailleurs : "*L'autorité est nécessaire mais il ne suffit pas qu'elle soit nécessaire pour s'exercer ; encore faut-il, qu'elle soit perçue comme légitime. Toute la question est là aujourd'hui : l'autorité est posée comme objectivement nécessaire et subjectivement vécue, de plus en plus souvent, comme illégitime.*". La clé qu'il apporte pour former cette autorité est le respect mutuel, rendu impossible par toute coercition ou humiliation - et donc toute VEO.

Les VEO représentent également un danger social au-delà d'un danger subjectif pour les enfants concernés. **Alice Miller**, philosophe de l'enfance et largement reprise par Olivier Maurel, expliquait dès 1985 que la violence des adultes prenait racine dans l'enfance et l'éducation, et qu'éduquer violemment ou par l'humiliation avait comme conséquence de perpétuer un héritage social violent.

Devant les fréquents rapports indiquant un déclin de la santé mentale des plus jeunes et une violence sociale qui demeure, il est nécessaire de **s'interroger sur le rapport à l'éducation des enfants de nos sociétés**. L'évolution de ces dernières proscrit toute posture de *statu quo ante* que la littérature scientifique condamne, le texte actuellement discuté, quoi qu'il en deviendra, est un pas en avant dans ces reconsidérations.



## Communiqué de presse de la ministre suédoise

“Comme vous avez bien dit dans votre édition de ce matin, **le Conseil** travaille à {ce} que la compétitivité et les intérêts des Etats membres soient pris en compte dans le texte en objet dans la formation TTE. Il y a un climat de compromis général dans la formation, mais **le gouvernement suédois** prends les distances {sur} les déclarations de la présidence du conseil, qui affirme et je cite “qu’elle a fait comprendre à la Suède le bon raisonnement Hongrois”, je pense que c’est quand même une affirmation forte et pas du tout vraie. Même si dans une perspective future de compromis sur le texte, la Suède a pris explicitement une position de forte opposition sur les discussions de ce matin, même si seule et isolée pour le moment, dans l’espoir de réorienter à nouveau les discussions et amener à **un texte cohérent et ouvert** à un compromis futur.”





## Le Specqtacle

**Jouez aux devinettes dans Perspecquative, et qui sait, peut-être que vous en apprendrez un peu sur la SPECQUE...**

**Après avoir frappé un commissaire, comment la présidente hongroise du conseil s'est-elle défendue ?**

- a. Le règlement m'y autorise puisque je peux prendre toute mesure pour assurer le bon déroulement des séances
- b. Elle avait prévu un combat de MMA, mais avait oublié de prévenir son adversaire
- c. Elle avait perdu un pari avec Donald Trump
- d. Une overdose de lean

**Qui a volé les chevaux de l'extrême-droite dans la commission LIBE ?**

- a. Un député PPE qui était présent sur les lieux du Grand Débat
- b. La Présidente Hongroise du Conseil, qui s'échauffait en matière de piétinement démocratique
- c. L'extrême-droite s'est volée elle-même pour faire de l'obstruction
- d. Cyril Hanouna

**Lequel de ces groupes s'est trompé dans son propre nom en rédigeant ses amendements ?**

- a. Le PPE, qui s'est appelé PPR (pour Parti populaire raciste)
- b. ID, qui s'est renommé IP à cause d'une faute de typo
- c. La Gauche, qui s'est nommée GUE
- d. Renew Europe, qui s'est appelée la République en Marche

### Les réponses du 31/07/2024

- 1 La Hongrie assume son fascisme
- 2 Casline Chery a en effet ciblé les leaders musulmans, le groupe S&D n'est plus ce qu'il était
- 3 C'est vrai, donnez nous des communiqués ou conséquences
- 4 Entre 3 et 10 fois, et + proche de 3 que de 10, le calme avant la tempête ?

**Le conseil TTE et son amour pour la danse russe**





# PERSPECQUETIVE

Jeudi 1 août 2024 • 26e année • N° 4 • Québec

## Restons en contact !



Sur Instagram :  
[@specqtre](https://www.instagram.com/specqtre)



Podcast :  
[Parlons Specque](#)